

## Les enjeux de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation en Occitanie

*La Région Occitanie investit fortement en faveur de l'enseignement supérieur et la recherche (100M€ en 2020), vecteur puissant d'une dynamique d'innovation pour les entreprises et génératrice de nouveaux métiers et d'emplois non délocalisables, d'émancipation et d'égalité des chances pour la jeunesse, de visibilité et d'attractivité internationale, et de développement durable des territoires face aux forts enjeux de transition (énergétique, écologique, climatique, alimentaire, sanitaire, socio-économique, ...).*

*Après avoir rappelé quelques éléments de contexte, la présente note identifie les principaux enjeux des prochaines années pour l'ESRI régional, dans la perspective de dégager les axes stratégiques du prochain Schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.*

### **L'Enseignement Supérieur, la Recherche et l'Innovation en Occitanie : atout stratégique pour préparer l'avenir de l'Occitanie**

#### **3<sup>ème</sup> rang national en termes d'effectifs étudiants**

- > 260 000 étudiants qui représentent 9,3% des étudiants français, des effectifs en constante augmentation (+11,9% entre 2013 et 2018)
- > Région la plus attractive de France pour les moins de 20 ans : 47% des étudiants ne sont pas issus d'Occitanie
- > Un appareil de formations dense et complet : 8 Universités, 31 écoles d'ingénieurs et écoles supérieures
- > Un important maillage territorial : 2 Métropoles, 18 Villes Universitaires d'Equilibre et une soixantaine d'autres sites proposant des formations post-bac (BTS/BTSA, CPGE, Formations sanitaires et sociales...)

#### **Recherche et innovation : une région à fort potentiel**

- > Près de 15.000 chercheurs du secteur public (ETP, soit 13% du total national), 7.400 doctorants
- > Présence de 13 organismes de recherche nationaux (délégations régionales, centres de recherche et laboratoires)
- > 1<sup>ère</sup> région pour CIRAD, CNES, INRAE, 2<sup>ème</sup> région pour CNRS
- > 1<sup>er</sup> rang national en volume de dépenses de R&D rapportées au PIB soit 3,5% du PIB consacré à la R&D (la R&D privée représentant 60% du volume des dépenses et 2,1% du PIB)

## **Les principes directeurs de la construction du SRESRI 2022-2027**

Au-delà du respect d'une obligation formelle prévue dans le cadre de la loi NOTRe de 2015, la définition du Schéma régional de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation répond à différentes ambitions :

- **Décliner les objectifs du Pacte vert pour l'Occitanie**  
Adopté en novembre 2020, le Pacte Vert porte la volonté d'accélérer la transition écologique tout en construisant un modèle plus juste et plus solidaire. Cette feuille de route fixe les ambitions de l'action de la Région, construire l'avenir par la relance de l'économie et la justice sociale, tout en répondant au défi du changement climatique. Les plans d'actions qui déclinent ces priorités précisent les objectifs principaux de la Région dans les domaines de l'ESRI, soulignant en particulier l'attention portée aux Villes Universitaires d'Equilibre, le soutien aux pôles de recherche stratégiques pour le territoire, la nécessité de préparer les compétences et les métiers de demain...
- **Produire un document stratégique qui réaffirme les ambitions du territoire, définit les objectifs et priorités stratégiques, trace des perspectives d'actions concrètes**
- **Construire ces priorités avec les acteurs du territoire et encourager les dynamiques collectives.** Pour répondre aux défis et contraintes auxquels les acteurs de l'ESRI sont confrontés, l'approche collective est désormais une exigence. De fait, des dynamiques collectives prennent forme et structurent progressivement le paysage.

# Les enjeux à moyen et à long terme

---

## 1. POURSUIVRE LA DEMOCRATISATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, VECTEUR D'EMANCIPATION ET D'EGALITE DES CHANCES

*L'élévation du niveau des compétences des salariés et futurs salariés est un élément clé de la compétitivité et de la lutte contre le chômage, et une nécessité rendue encore plus prégnante par la crise sanitaire dans un contexte de relance et de résilience des territoires. En 2016, la part des diplômés de l'Enseignement supérieur de la tranche des 25-34 ans est de 43,9%<sup>1</sup>. Dans le prolongement des objectifs européens, la Stratégie nationale pour l'Enseignement supérieur a fixé l'ambition de parvenir à 60% d'une classe d'âge diplômée de l'Enseignement supérieur, ce qui souligne les progrès encore à réaliser.*

### ○ Favoriser l'égalité des chances et agir sur les déterminismes sociaux

Si des initiatives nombreuses sont mises en œuvre, l'enjeu de la démocratisation de l'accès aux formations supérieures demeure central pour faire société. Il s'agit de lutter particulièrement contre les déterminismes sociaux et de genre ; une attention particulière doit être portée sur les territoires éloignés, ruraux ou défavorisés, où les jeunes sont les plus éloignés de l'Enseignement supérieur, avec des taux de scolarisation et des niveaux de diplômes nettement inférieurs aux Métropoles. Le renforcement du **continuum bac-3 / bac+3** reste un objectif important pour lutter contre les inégalités et améliorer l'efficacité de l'orientation. Le développement des actions relatives à l'info/métiers dans les lycées visant à mettre en visibilité les perspectives d'emploi après une formation supérieure permet aussi d'ouvrir le « champ des possibles ». Enfin, la problématique de la **réorientation** au cours des études doit également faire l'objet d'une vigilance particulière pour accompagner des étudiants engagés dans des cursus qui ne leur correspondent pas, et lutter ainsi contre l'échec et le décrochage.

### ○ Favoriser la réussite et l'insertion professionnelle

Le rapport du CESER « Comment soutenir les innovations pédagogiques dans l'enseignement supérieur en Occitanie » préconise de soutenir le **déploiement de pédagogies actives et adaptées** à l'hétérogénéité des publics. S'appuyant notamment sur le potentiel offert par le numérique, elles favorisent la réussite des étudiants en permettant une montée en compétence et en « savoir-être », tout en favorisant l'adaptation aux évolutions du monde professionnel. Enfin, s'il est démontré que l'élévation du niveau de compétences facilite l'insertion professionnelle, le **renforcement des liens avec le monde socio-professionnel** reste un enjeu fort : l'association des acteurs socio-économiques à l'évolution des formations, la poursuite du développement de l'alternance, ou le soutien à l'entrepreneuriat étudiant sont autant de perspectives qui contribuent à améliorer l'insertion professionnelle des étudiants.

### ○ Soutenir la formation tout au long de la vie

Pour répondre à l'évolution des technologies qui impose une adaptation des compétences, la nécessité d'une Formation continue, « tout au long de la vie », est de plus en plus partagée mais des marges de développement demeurent, notamment dans l'enseignement supérieur, malgré une implication croissante des universités. Parmi les leviers possibles pour fluidifier et sécuriser les parcours, il s'agit notamment de mener des actions ciblées en direction des salariés et demandeurs d'emploi, de développer les **VAE**, de poursuivre la mise à disposition progressive de modules de formation présentés en blocs de compétences (expérimentation en cours soutenue par la Région)...

## 2. PREPARER AUX METIERS DE DEMAIN

*L'accélération des évolutions technologiques, les transitions à l'œuvre (climatique, numérique...) et l'évolution des besoins sociétaux conduisent à un renouvellement important des compétences nécessaires au territoire.*

### ○ Partager la prospective et développer / adapter l'offre de formation

Des **analyses prospectives partagées** sont nécessaires pour anticiper et accompagner l'évolution de l'appareil de formation en réponse aux besoins de compétences à venir. Ce travail prospectif, partagé avec les services de l'Etat, les établissements et alimenté par les acteurs socio-économiques, doit permettre d'éclairer les priorités et d'appuyer le pilotage de l'offre de formation. L'enjeu est notamment de veiller à la **complémentarité et à l'équilibre des formations sur les trois cycles**, mais aussi de **faciliter les parcours pluridisciplinaires** en soutenant la modularisation et l'hybridation des formations. L'enjeu est également de **soutenir les filières d'excellence et émergentes** qui permettront de diversifier le tissu économique régional et de consolider les **liens locaux « formation-innovation »**, en articulation avec les défis clés notamment. A titre d'illustration, l'offre de formation est amenée à intégrer nouveaux métiers qui répondront aux enjeux du changement climatique, en lien avec l'innovation et les attentes sociétales. Enfin, compte tenu de l'évolution

---

<sup>1</sup> Direction de région académique à la jeunesse, à l'engagement et au sport : [Panorama statistique 2019 Jeunesse, Sport, Cohésion sociale](#).

de la démographie et du contexte social, les prises en charge liées au vieillissement, au handicap, le **développement des formations sanitaires et sociales** constitue un défi global pour les années à venir.

### ○ **Veiller au maillage territorial**

Dans le contexte « post-covid » et dans l'objectif de bâtir un nouveau modèle de développement, plus équilibré, une action volontariste de développement de l'offre de formation dans les territoires apparaît nécessaire pour en assurer l'attractivité et un accès facilité. Il s'agit à la fois **d'encourager les dynamiques collectives et la coordination des acteurs**, en s'appuyant sur les feuilles de route **partagées** des Villes universitaires d'équilibre, et **d'apporter des réponses adaptées aux besoins de chaque territoire selon ses spécificités** (consolidation des antennes universitaires, accueil de nouveaux organismes de formation, appui sur les Campus Connectés, développement sur les territoires de cursus de formation et/ou de projets de collaboration R&D...).

## **3. AGIR POUR AMELIORER LA VIE DES ETUDIANTS**

*L'impact des conditions de vie et d'étude sur la réussite des « apprenants » est désormais unanimement reconnu. La crise aigüe ouverte en 2020 confirme l'importance de ces enjeux. Il convient en particulier de veiller à ce que les actions menées en faveur de l'amélioration de la vie étudiante répondent aux besoins croissants qui s'expriment, dans le respect de l'équité entre les étudiants et entre les territoires.*

### ○ **Lutter contre la précarité étudiante**

Taux de pauvreté des moins de 30 ans proche de 30%, taux de boursiers supérieur à la moyenne nationale : **tous les indicateurs en Occitanie alertent sur la précarité croissante des étudiants**, en particulier dans les quartiers prioritaires de la ville et dans certaines Villes Universitaires d'équilibre. Ces difficultés sociales pèsent sur la réussite des étudiants les plus précaires, de même que la nécessité de cumuler un emploi et le suivi d'une formation supérieure. Face à ce constat, aggravé par la crise sanitaire, l'ensemble des acteurs (Crous, Etat, Région, collectivités locales, établissements...) se sont mobilisés pour apporter aux étudiants un **soutien médico-social** (soutien psychologique, assistants sociaux...) **et leur garantir l'accès aux droits**. Des initiatives complémentaires ont également été engagées, notamment en matière **d'aide alimentaire** et de **réduction de la fracture numérique**, et demanderont sans doute à être poursuivies pour réduire durablement la précarité étudiante.

### ○ **Favoriser l'intégration et l'inclusion des étudiants**

**L'intégration des étudiants**, en particulier des néo-bacheliers, est une préoccupation partagée par la plupart des établissements qui portent des dispositifs d'accueil en propre ou mutualisés (Accueil Welcome Desk, SAIEC...). Le renforcement de ces actions contribue non seulement à accompagner concrètement les étudiants dans leur processus d'intégration, mais aussi à encourager certains publics à s'affranchir d'une forme d'auto-censure. Cet accompagnement peut être renforcé, par exemple par des systèmes de parrainage, par la proposition de « kits d'accueil » ou par des mesures spécifiques dédiées aux étudiants les plus fragiles (lutte contre l'isolement et la détresse psychologique).

En matière d'inclusion, les efforts réalisés par les établissements ont permis **d'améliorer l'accueil des étudiants en situation de handicap**. En Occitanie, ils représentent ainsi une proportion significative aussi bien à l'Université (2,1% en Occitanie contre 1,7% au national), que dans les écoles d'ingénieurs (5,9% contre 5,3% au national). On note encore des points d'amélioration en matière d'accessibilité sur certains campus, de logements adaptés et d'accompagnement (accessibilité des contenus pédagogiques et des services universitaires par des outils numériques dédiés).

Enfin, il convient de porter une attention particulière aux **problématiques de discrimination, de bizutage ou de harcèlement** en réponse aux constats alarmants observés sur les Campus (dans l'Académie de Toulouse, 10,9% des étudiant.e.s se déclarent victimes de discrimination, 6% de harcèlement et 4,6% de bizutage.)

### ○ **Rénover et moderniser les Campus**

L'enjeu de modernisation et de rénovation du patrimoine immobilier de l'enseignement supérieur reste important malgré les investissements réalisés dans le cadre du CPER et des opérations Campus. Il s'agit de rénover un **parc immobilier vieillissant**, de repenser l'écosystème des Campus pour s'adapter aux **nouveaux usages des étudiants** (environnement numérique, modalités favorisant l'interaction sociale, exigences de mobilités...), mais aussi d'accompagner **l'accroissement attendu des effectifs étudiants** sur les Métropoles et sur la plupart des territoires. L'amélioration des lieux de vie des étudiants constitue également un enjeu majeur, notamment le **développement de l'offre de logement et de restauration**, encore inégale sur les territoires.

### ○ **Favoriser l'égalité d'accès au sport et à la culture**

Vecteurs d'émancipation et d'équilibre personnel, la Culture et le Sport jouent un rôle important dans la vie étudiante. Si **l'enjeu de démocratisation** de l'accès à la culture et aux manifestations sportives demeure un enjeu fort et partagé par l'ensemble des acteurs, on constate **d'importantes disparités sur les territoires**.

### ○ **Dynamiser la vie associative et l'engagement étudiant**

La richesse de la vie étudiante est une force pour l'Occitanie : de **nombreuses initiatives étudiantes** alimentent déjà les liens sociaux et les dynamiques locales, recouvrant une grande diversité de domaines : culture, solidarité, développement durable et responsabilité sociétale, sport... Les acteurs se mobilisent pour mettre en visibilité la diversité de ces initiatives, les valoriser et les soutenir notamment dans les VUE. A noter également un enjeu **d'amélioration de la reconnaissance de l'engagement étudiant**, les dispositifs actuels de reconnaissance étant plus ou moins incitatifs selon les établissements.

## **3. RENFORCER L'OUVERTURE INTERNATIONALE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE**

*Ancré dans une forme de mondialisation concurrentielle historique, le monde de la recherche a fait figure de précurseur. Depuis quelques décennies, l'enseignement supérieur s'inscrit dans la même dynamique avec des enjeux d'internationalisation de plus en plus affirmés.*

### ○ **Structurer et développer une stratégie internationale pour accroître le rayonnement de l'ESR**

Pour améliorer la lisibilité et la visibilité des sites d'ESR à l'échelle internationale, les sites métropolitains sont engagés dans des **dynamiques structurantes**, qu'il est essentiel de poursuivre afin de renforcer la reconnaissance et la portée des « marques » Université de Montpellier et Université de Toulouse. L'inscription dans les réseaux internationaux constitue également un enjeu pour les établissements dans l'objectif de **mobiliser davantage les financements européens notamment**. De nombreuses compétences scientifiques et techniques développées en Occitanie pourraient par exemple être à la base de **coopérations** scientifiques avec des pays méditerranéens et pays du sud, autour de domaines stratégiques communs (les effets du changement climatique, la transition énergétique, l'eau, risques infectieux et vecteurs...).

### ○ **Renforcer l'attractivité pour développer les compétences clés du territoire**

Pour accroître l'attractivité de la recherche en l'Occitanie, l'enjeu est d'encourager les partenariats et les coopérations pour **stimuler une mobilité entrante d'excellence sur les compétences clés bénéfiques pour le développement du territoire**. Parmi les leviers possibles, il serait opportun d'encourager la création de chaires sur les sites métropolitains et d'améliorer les conditions d'accueil des chercheurs.

En matière d'enseignement supérieur, un des enjeux est d'encourager **l'internationalisation des formations** (parcours en anglais, doubles diplômes, universités européennes, partenariats transfrontaliers...) et de renforcer encore les **stratégies d'accueil et d'intégration des étudiants étrangers**. L'accueil d'événements à portée internationale peut également contribuer à l'attractivité (colloques scientifiques...).

### ○ **Développer la mobilité sortante des étudiants et des chercheurs**

L'expérience d'une mobilité internationale « immersive » apparaît désormais comme une compétence souvent indispensable. Au-delà des enseignements et de la langue, ces mobilités permettent de développer l'autonomie, l'adaptabilité et la capacité d'innovation... Pour autant, en Occitanie, on constate d'importantes disparités : si les mobilités « obligatoires » sont la norme dans les écoles d'ingénieurs et les business schools, elles sont relativement moins développées dans les universités. L'enjeu est donc de **changer d'échelle en matière de mobilité sortante des étudiants** et d'identifier les leviers permettant d'agir sur les freins qui sont de plusieurs ordres : psychologiques (autocensure), économiques (coûts induits par la mobilité et méconnaissance des dispositifs d'aides mobilisables), ou encore structurels... Par ailleurs, pour contribuer à améliorer le positionnement de la recherche régionale dans les grands réseaux internationaux de recherche, le développement de la **mobilité sortante des chercheurs et des enseignants-chercheurs** peut constituer un objectif.

## **4. CONSOLIDER LES FORCES DE RECHERCHE**

*Dans un environnement concurrentiel, l'investissement dans le développement des forces de recherche est nécessaire pour produire de nouvelles connaissances et alimenter le continuum Recherche – innovation, et pour contribuer à l'attractivité, à la compétitivité et au développement du territoire. Pour préparer l'avenir, les enjeux portent aussi bien sur l'accroissement des effectifs (chercheurs, enseignants chercheurs et personnels supports) que sur le développement de nouvelles thématiques émergentes et/ou de spécialisations reconnues en Occitanie. Il s'agit aussi d'identifier les priorités stratégiques partagées avec les acteurs et en s'appuyant sur des outils d'observation et de pilotage.*

### ○ **Adopter des stratégies différenciées de soutien à la recherche**

La visibilité de quelques disciplines scientifiques permet à certaines universités de la région de figurer dans les grands classements internationaux. L'enjeu est d'abord de **conforter ces pôles thématiques reconnus** à l'échelle internationale en consolidant les stratégies prospectives partagées et en identifiant les sources de financement nécessaires. A l'inverse, certaines disciplines manquent de visibilité à l'international, impactant la reconnaissance de leurs travaux de

recherche ; il s'agit alors **d'appuyer des dynamiques régionales fondées sur des compétences reconnues**, connectées aux enjeux territoriaux et porteuses de développement pour le territoire. Enfin, il est nécessaire de porter une attention particulière à la mobilisation spécifique des **Sciences Humaines et Sociales** et aux **thématiques émergentes** en vue de ressourcer l'écosystème de la recherche, notamment en s'appuyant sur le potentiel interdisciplinaire du territoire.

#### ○ **Identifier et soutenir les investissements structurants**

Pour produire des connaissances et conforter l'attractivité du territoire, l'investissement dans les infrastructures et les équipements scientifiques, organisés en plates-formes mutualisées et ouvertes, demeure un enjeu majeur. Il s'agit de s'appuyer sur les structures fédératives et les réseaux de plateformes pour soutenir l'excellence de la recherche, son attractivité, et identifier les investissements d'avenir structurants et discriminants. De plus, ces capacités technologiques et scientifiques doivent être mobilisées au service de l'écosystème de l'innovation dans l'objectif de construire de nouvelles passerelles entre le public/privé et renforcer les collaborations.

### **5. CHANGER D'ECHELLE DANS LA DIFFUSION DE L'INNOVATION**

*Pour relever les défis des transitions et préparer l'économie de demain, le renforcement des transferts de compétences et des collaborations entre le monde de la recherche et les acteurs socio-économiques est indispensable. Dans le cadre de priorités européennes et sous l'impulsion des politiques nationales et régionales, les relations entre les acteurs de l'ESR et la sphère socio-économique ont largement progressé au cours des dernières années. Si l'acculturation réciproque est désormais réelle et les modalités partenariales bien identifiées, l'enjeu premier semble désormais être celui du changement d'échelle.*

#### ○ **Un écosystème à faire évoluer : plus de lisibilité pour plus d'efficacité**

Les acteurs et dispositifs qui participent au développement des collaborations entre la recherche académique et le monde socio-économique sont aujourd'hui nombreux ; pour gagner encore en efficience, une coordination accrue, un pilotage clarifié, voire d'autres évolutions structurelles, apparaissent aujourd'hui nécessaires (objectif également affiché par l'Etat). En lien avec le prochain schéma régional du développement économique (SRDEII), l'écosystème de l'innovation peut également contribuer davantage aux objectifs d'attractivité (relocalisation, investissements stratégiques) et d'internationalisation (export) affichés par l'Occitanie.

#### ○ **Accompagner l'augmentation des flux de projets**

L'innovation et l'appui sur des connaissances de pointe constituent aujourd'hui des éléments stratégiques de compétitivité. Si les modalités de partenariat sont désormais bien connues, un des enjeux pour accroître la diffusion de l'innovation sur l'ensemble du territoire est de réunir les conditions nécessaires à l'accroissement du nombre de collaborations, de l'essaimage – incubation aux projets collaboratifs. Dans ce contexte, l'intérêt du territoire est aussi de mobiliser pleinement les dispositifs financiers nationaux et européens. Enfin, une attention particulière demande à être portée aussi bien sur les grandes filières économiques que sur les territoires.

#### ○ **Accompagner de nouveaux modèles**

Pour répondre à cette ambition de développement de la diffusion de l'innovation, une réflexion sur les contraintes structurelles et sur de nouveaux modèles, inspirée d'expériences nationales et internationales, peut aussi être utile.

### **6. AMPLIFIER LE DIALOGUE SCIENCE ET SOCIETE**

*Dans un monde confronté à des mutations inédites, l'éclairage de la Science doit permettre une meilleure compréhension des enjeux, alimenter un débat public plus objectif et serein et donner à voir l'évolution future des technologies et des métiers. Cette ambition, confortée dans le Pacte Vert de la Région et réaffirmée dans la Loi de Programmation de la Recherche, reposera sur la mobilisation de tous les acteurs.*

#### ○ **Conforter l'ambition collective en matière de diffusion de la Culture Scientifique et Technique**

La fréquentation des actions de Culture Scientifique, Technique et Industrielle est en augmentation ces dernières années, et on constate une couverture territoriale équilibrée sur les 13 départements d'Occitanie. Il demeure essentiel de poursuivre le **développement des publics** sur tous les territoires, de structurer l'offre scolaire en ciblant plus particulièrement les publics défavorisés. Il s'agit également **d'élargir les modalités de diffusion** de la CSTI en lien avec le tissu associatif de médiation très actif en Occitanie, par exemple en mobilisant plus largement les étudiants et les doctorants, en investissant l'espace public et en développant des expériences hybrides/innovantes. Pour porter cette ambition collective, le réseau Science(s) en Occitanie est un outil puissant de **structuration et d'animation de réseau** et de nombreuses actions ont déjà été mises en place permettant de fédérer les acteurs et valoriser les initiatives sur



le territoire. Des axes d'amélioration sont identifiés pour favoriser encore la montée en puissance du réseau, ses capacités de coordination et son ouverture à la valorisation des compétences industrielles.

#### ○ Développer les liens Science – Société

L'enjeu n'est plus seulement de diffuser largement les savoirs, mais également de développer l'esprit critique des citoyens pour les aider à exercer leur libre arbitre et à lutter contre les « infox ». Pour relever ce défi démocratique et lutter contre toutes les formes d'obscurantisme, il importe de faire des citoyens de véritables acteurs des démarches scientifiques, notamment en développant les sciences participatives et les « boutiques de sciences », et d'encourager toute autre initiative visant à renforcer les liens entre les laboratoires et les acteurs de la société civile (tiers secteur, associations, collectivités). L'objectif de ce décloisonnement est de créer davantage de porosité et d'interactions afin que la recherche alimente plus largement les initiatives citoyennes ou que l'expertise de chercheurs nourrisse le débat public.

#### ○ Prendre appui sur les compétences des chercheurs pour bâtir les politiques publiques

Dans la logique du développement des liens Science-Société, les compétences des chercheurs peuvent être davantage mobilisées pour construire les politiques publiques. Dans le cadre de son Pacte Vert, la Région a pris l'initiative de proposer la création d'un Laboratoire des transitions, dont l'objectif est de renforcer les collaborations avec les acteurs de la recherche pour éclairer les grandes évolutions en cours et leur impact, et alimenter les réflexions sur les politiques publiques régionales. Cette approche peut encore être élargie.

### 7. ENCOURAGER LES DYNAMIQUES COLLECTIVES, PLUS EFFICACES ET PLUS LISIBLES

*Pour répondre aux défis et contraintes auxquels les acteurs de l'ESRI sont confrontés, l'approche collective est désormais une exigence. De fait, des dynamiques collectives prennent forme et structurent progressivement le paysage qu'il conviendra de conforter.*

#### ○ Poursuivre la structuration des grands pôles universitaires

Pour répondre aux enjeux d'interdisciplinarité et d'attractivité, le caractère collectif des dynamiques des acteurs de l'ESR, quelles qu'en soient les modalités, apparaît, depuis plusieurs années, comme un enjeu essentiel. En Occitanie, les spécificités des écosystèmes ont conduit à des choix d'organisation différents, mais qui assurent néanmoins désormais des perspectives positives.

#### ○ Consolider les dynamiques des Villes Universitaires d'Equilibre

Le développement des VUE passe par une gouvernance locale qui doit être un espace ouvert et partagé par tous les acteurs concernés par des projets en lien avec l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation sur un territoire. Dans ce cadre, la Région et les Coordinations territoriales ont impulsé des démarches visant à l'élaboration dans chaque VUE d'un ou d'une **feuille de route partagée** entre tous les partenaires : Rectorat, Région, acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche présents sur le territoire, collectivités, acteurs de l'économie locale, de l'orientation et de l'accompagnement des jeunes, associations, représentants des étudiants...

#### ○ Privilégier les approches partenariales

Si la modalité « appel à projets » s'est progressivement imposée dans l'allocation des moyens publics aux acteurs de la recherche et de l'enseignement supérieur, de réelles limites sont pointées. L'enjeu est désormais d'engager une réflexion sur l'opportunité de privilégier d'autres formes de financement, reposant davantage sur une vision partagée des priorités et une relation de confiance avec les acteurs. A ce titre, l'Appel à Manifestation d'Intérêt portant sur les « Défis-Clés » lancé par la Région en 2021 illustre cette volonté de privilégier une approche partenariale alternative, plus souple que l'appel à projets, favorisant l'émergence de projets pleinement partagés, cohérents avec les stratégies scientifiques des acteurs et ancrés dans le territoire.

#### **Gouvernance, une mobilisation collective pour l'avenir du territoire**

Enfin, l'organisation de la gouvernance régionale pour animer et suivre la stratégie ESRI demande à être redéfinie. Articulée avec l'animation, partagée avec l'Etat, de la SRI-SI, elle devra intégrer les principaux acteurs institutionnels et permettre un suivi régulier des résultats obtenus dans le cadre de cette stratégie collective.

Par ailleurs, dans le prolongement du CRRDT, un nouvel espace de concertation avec des représentants du monde de la recherche devra être défini pour accompagner la mise en œuvre des politiques régionales et aider au pilotage de l'action de la Région (évaluation continue, « observation » des forces régionales...).